

SOMMAIRE

Présentation : Développement, éthique et politique	3
Dettes et déficits : à propos du « State of the World, 1986 » par <i>Rigas Arvanitis</i>	11
Les mythes du crédit par <i>Serge Latouche</i>	19
La modernité : vérité culturelle ? par <i>Gerald Berthoud</i>	33
De la signification éthique du développement ; une réflexion philosophique sur le processus économique par <i>Serge Latouche</i>	53
Entre découverte et conquête, le sauvage imaginaire du colonisateur par <i>Annie Jacob</i>	71
Développement économique et développement de l'économie par <i>Philippe Le Roy</i>	87
Le développement économique comme processus politique. par <i>Ahmet Insel</i>	103
Les tiers-mondes : un pluriel bien singulier par <i>Thierry Paquot</i>	121

Pierre Bourdieu et la valeur des personnes par <i>Alain Caillé</i>	129
Je suis un primitif par <i>Jacques T. Godbout</i>	145

Notes de lecture par <i>François-Régis Mahieu, Serge Latouche et Ahmet Insel</i> ...	151

Publié avec le concours du Centre national des Lettres.

Ce fichier constitue la version numérique du *Bulletin du MAUSS* n° 24.
Numérisation réalisée en 2014 par INGED, L'Ingénierie éditoriale,
76840 Hénouville, avec le concours du Centre national du Livre (CNL).
ISBN numérique : 978-2-914819-64-1



Édition originale : décembre 1987
N° d'inscription à la commission paritaire : 64 558
ISSN : 0294-4278
Dépôt légal : 48612

Développement, éthique et politique

Présentation

A l'évidence, le débat sur ce qu'on appelait il n'y a guère longtemps les pays sous-développés et qu'on ne sait plus trop comment nommer désormais, est dans l'impasse. L'économie du développement se déclare en faillite. Les experts ne croient plus eux-mêmes à leurs gadgets et se bornent à en appeler à un supplément d'âme, celui qui devrait résulter, espèrent-ils, de la prise en compte de la « dimension culturelle » des peuples à développer. Le camp opposé, celui du tiers-mondisme, n'a pas bonne presse. Il a trop fait sangloter l'homme blanc, dont les facultés de compassion ne sont pas infinies. Et d'autant moins qu'il est désormais clair, même aux yeux de ceux qui figuraient encore il y a peu parmi les plus autocritiques des hommes blancs, que c'est uniquement sur le terrain des institutions inventées par l'Occident (le marché, l'Etat-nation, la science) que sont susceptibles de s'épanouir la prospérité matérielle, la démocratie et la Raison. Certes, tous les imaginaires se valent, écrit par exemple CASTORIADIS, puisque tous sont également arbitraires pour autant que réellement « radicaux ». Mais, ajoute-t-il, il y en a un qui est quand-même plus égal que les autres, le nôtre, le seul à savoir se penser lui-même ; le seul, autrement dit, qui soit véritablement nécessaire parce que pleinement conscient de son essence arbitraire. En dehors de cette auto-interrogation de l'imaginaire occidental, il ne saurait y avoir que ténèbres, totalitarisme et oppression. Fini de pleurer. Le message à transmettre aux non-blancs, ou aux blancs qui ne le sont pas assez, est simple désormais : faites comme nous.

La tonalité légèrement ironique des propos qui précèdent ne doit pas faire illusion et donner à croire qu'elle s'alimenterait à la possession d'une vérité mieux établie que celle sur laquelle on entreprend ainsi de jeter l'ombre d'un doute. Il n'existe pas en effet de modèle, déjà réalisé ou à édifier, de bonne société qu'on pourrait opposer au modèle occidental. Et à qui douterait de l'absolue supériorité de ce dernier sur tout autre modèle envisageable, il serait facile de rétorquer que le doute ne peut émerger que sur le terrain d'une société qui a su accepter la division en son sein, donnant ainsi naissance à la démocratie et à la Raison, si bien que le doute sur son éminence est justement la preuve de

celle-ci. Du coup les positions habituellement défendues dans le MAUSS, qu'on pourrait qualifier de culturalistes, historicistes ou relativistes, comme on voudra, paraissent singulièrement fragiles ou, au mieux, agréablement désuètes. Un relativisme radical, celui qui prétend parler au nom de l'absolue irréductibilité des cultures les unes aux autres est, on le sait, autodestructeur et insoutenable en logique. Mais peut-être, symétriquement, convient-il de desserrer l'emprise du paradoxe de la Raison rationaliste, laquelle, à l'instar de Protée retrouvant énergie dans ses chutes, se légitime de ses propres réfutations. Qu'il ne soit possible, aujourd'hui, de parler qu'au nom de la Raison, c'est là une chose entendue. Même le plus impénitent relativiste renâclerait à la perspective de tenir un discours irrationnel. Mais qui est en mesure de définir la Raison ? Doit-on tenir pour acquise la définition rationaliste, i.e. *grosso modo* occidentale, et poser en conséquence que l'universel rationnel est réductible à l'interprétation qu'en donne une culture particulière, la nôtre ? Et sinon, que doivent imiter les non-blancs ? Que doivent-ils au contraire rejeter ? Et comment pourraient-ils séparer le bon grain de l'ivraie, à supposer que la possibilité leur en soit offerte ? On voit que, contrairement à certaines apparences, la question du développement, qui n'est peut-être en fin de compte que celle du devenir rationnel supposé de l'humanité, n'a pas fini de faire question. Sur tous ces points, le présent numéro du MAUSS se propose de rappeler ou d'ouvrir quelques pistes de réflexion.

Et pour commencer, un constat. Celui que la situation de l'économie mondiale est tout sauf enthousiasmante. Là encore la mode n'est plus aux bilans misérabilistes ni aux rapports Meadows nous menaçant de pénuries prochaines et irréversibles. Elle pourrait bien y revenir si on en croit le rapport sur l'état du monde (rédigé sous la direction de L. R. Brown) que nous présente Rigas ARVANITIS, qui en appelle, pour sa part, à une sociologie substantielle (substantive, substantiviste ?), seule capable de procéder à un bilan qui ne soit pas purement comptable et de définir les contours d'une rationalité sociale qui ne se réduirait pas à une rationalité financière à court terme. Qu'on n'entende pas là un énième appel à l'édification d'un Etat planificateur rationnel. Qu'il soit possible, et donc nécessaire, de mettre en lumière les dangers économiques, sociaux et écologiques qui menacent la planète sans tomber dans un quelconque manichéisme idéologique, c'est ce dont témoigne le premier des deux textes de Serge LATOUCHE, publiés ici et consacrés au problème de la dette du Tiers-Monde sur lequel

s'ouvrait l'article de R. Arvanitis. Contre la « *légende noire* » du tiers-mondisme marxisant, S. Latouche montre qu'il est impossible d'interpréter la dette des pays du Tiers-Monde comme le résultat de leur exploitation par les pays du centre. Contre la « *légende rose* » des experts occidentaux, il suggère que rien ne permet de supposer que le problème de la dette soit soluble et qu'on puisse escompter un redémarrage significatif et sans problèmes de l'économie du Tiers-Monde. La récente crise financière ne semble pas lui donner tort. Ce que le gonflement de la dette met en cause, c'est la possibilité d'un développement à crédit. Et, plus généralement, celle du développement tout court, ainsi que sa désirabilité. Dans son livre, « Faut-il refuser le développement ? » (PUF)¹, S. Latouche, en fait, ne répondait guère à la question soulevée par le titre. Le deuxième de ses textes publiés ici, et qui reprend la question d'un point de vue éthique, répond clairement : oui². Le propos choquera, à coup sûr. Comment pourrait-on être hostile au progrès ? Mais cet étonnement repose sur deux prémisses qui ne vont pas réellement de soi : celle que toute société doit nécessairement être en quête du progrès ; celle que le progrès s'identifie à un développement économique souhaitable par lui-même, indépendamment de toute autre considération. Or, si tel n'était pas le cas, la position effectivement progressiste passerait par refus du progrès supposé. Le débat serait passablement scholastique s'il était certain que le développement économique accroisse l'aisance matérielle du plus grand nombre. Or, comme le montre Gerald BERTHOUD, dans un texte qui synthétise ses positions antérieures, et dans un esprit très voisin de celui de S. Latouche, rien n'est moins sûr. La bidonvilisation d'une grande partie de l'humanité est plus vraisemblable. Et même si progrès matériel il y avait (mesuré comment ?), rien ne permet de conclure qu'il compenserait et au-delà l'accroissement vertigineux des inégalités et le sceau d'indignité et de dépréciation culturelle porté sur les exclus de la croissance. Dès lors, montre

-
- 1 On trouvera dans les notes de lecture une critique de ce livre par François-Régis Mahieu qui reproche à S. Latouche un raisonnement trop globalisant. En partie à juste titre, selon nous. Mais ce reproche n'est-il pas lui-même trop général ?
 - 2 Ce texte est celui d'une conférence prononcée en Nouvelle-Guinée, le 11 septembre 1986. Primitivement, le conférencier devait être Jean-Pierre Dupuy. Celui-ci, empêché a désiré être remplacé par un représentant du MAUSS, ce dont nous le remercions très vivement. L'auteur de ces lignes, préférant la douceur de l'été finissant dans le sud de la France aux charmes des antipodes, et trop incertain de la capacité de son anglais à émouvoir les congressistes, a préféré déclarer forfait. C'est donc à S. Latouche qu'est revenue la charge de porter la parole maussienne aux papous. Le MAUSS leur devait bien ça...

Gerald Berthoud, contre les discours qui prolifèrent aujourd'hui pour stigmatiser tout relent de relativisme et affirmer que seule la modernité est porteuse de culture universelle, de démocratie et de prospérité, il convient d'en appeler à une vigilance critique accrue et, au minimum, de ne pas trop s'empresseur de croire que nous autres, occidentaux modernes, grâce à quelque faveur spéciale de la destinée, serions les seuls et uniques possesseurs de la vérité sur l'histoire et l'humanité. Il est doux de penser que l'on compte au nombre des élus. Mais la douceur de cette croyance est grosse de lendemains qui déchantent. Même si nous figurions parmi les élus, nous ne saurions le rester qu'à en douter radicalement. Telle est la véritable position rationnelle, celle que les rationalistes s'empressent d'oublier pour faire de la raison une nouvelle religion.

Il est vrai que les analyses de G. Berthoud et S. Latouche laissent un sentiment d'insatisfaction. Ils sont d'ailleurs les premiers à en convenir. A quoi bon, dira-t-on, montrer les incertitudes d'un processus qui prend les allures de l'inéluctable³? Peut-on se contenter de critiquer le processus de développement d'un point de vue qui se révèle, en définitive et nécessairement éthique, sans expliciter le fondement ultime des normes éthiques qui commandent le jugement? Que l'explicitation de ce fondement (est-il à rechercher du côté de la science ou de celui d'une sphère d'auto-intelligibilité de l'éthique?) doive se révéler une tâche aussi ardue qu'indispensable, c'est ce que démontre parfaitement Karl Otto Apel dans un texte lumineux et, à notre sens, indispensable à tout débat actuel sur les sciences sociales. Citons-en les premières lignes qui nous semblent situer à merveille le dilemme soulevé par les analyses de G. Berthoud et de S. Latouche :

« Quiconque réfléchit sur le rapport qu'entretiennent science et éthique dans la société industrielle moderne au moment de sa planétarisation, se trouve, à mon sens, face à une situation paradoxale. D'un côté, en effet, le besoin d'une éthique universelle, c'est-à-dire susceptible d'engager la société humaine dans sa totalité, n'a jamais été aussi pressant que de nos jours, alors même que nous assistons, à travers les retombées technologiques de la science, à la mise en place, à l'échelle planétaire, d'une société unifiée. Mais, d'un autre côté, la tâche philosophique de fonder en raison une éthique universelle n'a jamais été aussi ardue, voire désespérée qu'en cette époque scientifique. La raison

3 La même remarque peut être adressée à la plus grande partie de la littérature critique de la technique (cf. Heidegger, G. Hottois, J. Ellul, D. Janicaud, etc.).

de cela tient bien sûr au fait qu'en une telle époque, l'idée de validité intersubjective est conditionnée par la science et plus particulièrement par l'idée scientiste d'une « objectivité » exempte, au plan normatif, de toute norme ou de toute valeur. »⁴

La résolution de ce paradoxe constitue un préalable logique à toute tentative de répondre à la question qu'appelle immanquablement la critique du développement, celle du « que faire », celle de savoir que conseiller aux peuples du Tiers-Monde et à nous-mêmes.

Il est certes essentiel de raisonner du point de vue de l'autre (cf. le « Plaidoyer pour l'Autre » de G. Berthoud, Droz). C'est même là la composante première de la Raison, celle que les rationalistes, philosophes ou économistes, ont une curieuse propension à ignorer. Mais que penser et que dire du point de vue de l'autre lorsque les autres commencent à raisonner de plus en plus à travers nos propres catégories, à désirer nos désirs et leurs objets, à faire leur l'objectif qui leur a été imposé de se développer et de devenir comme nous ? Lorsque leur altérité, en un mot, se brouille ? Les textes de Philippe LE ROY et de Annie JACOB peuvent nous aider dans cette réflexion. Celui d'A. Jacob prend les choses au début, au moment de la conquête de l'Amérique du Nord par les Anglais et les Français. Le sort réservé aux sauvages, par les colons anglais notamment est clair : il faut que les Indiens se convertissent ou qu'ils périssent, ce qui revient à peu près au même. En tout état de cause, la seconde solution est infiniment préférable puisqu'elle libère les terres sans ambiguïtés. Quant aux survivants, il leur faudra abandonner leurs coutumes répugnantes, fondées sur la propriété collective et le non travail. Philippe Le Roy, à travers le cas du Togo, analyse le terme actuel du processus, celui de l'intériorisation par les élites dirigeantes de l'impératif productif et consommateur comme norme éthique absolue. L'Etat des anciennes colonies s'édifie à partir de l'introjection des valeurs des anciens conquérants. Il n'y a rien là qui déroge aux analyses de G. Berthoud et S. Latouche, au contraire. Et pourtant, sur une base commune, on sent une inflexion possible de la ligne principale du raisonnement. Face au conformisme ambiant, qui prend

4 K.O. Appel : « *Sur le problème d'une fondation rationnelle de l'éthique à l'âge de la science ; l'a priori de la communauté communicationnelle et les fondements de l'éthique* ». Presses Universitaires de Lille, coll. Opuscules, 1987, Excellente traduction de R Lellouche et I. Mittmann. Ce texte est traduit de « *Transformation des Philosophies* » (Francfort, Suhrkamp, 1973). Enfin un philosophe, allemand de surcroît, qui écrit de manière limpide, sans aucune cuistrerie, et dont les traducteurs ne se croient pas obliger d'embrumer la pensée.

la chose pour allant de soi, il est important de montrer que le développement économique ne revêt pas nécessairement la valeur éthique qu'on lui prête si généreusement. Encore faut-il expliquer pourquoi et comment les valeurs économiques sont acceptées par ceux-là mêmes qu'elles vouent à la subordination et à la dépréciation d'eux-mêmes. Expliquer le pourquoi de l'asservissement volontaire à des valeurs au départ étrangères.

A cette question l'article d'Ahmet Insel apporte des éléments de réponse importants. L'échec, qu'il constate de la théorie économique du développement, n'est pas seulement celui des tentatives de l'économie politique « d'endogénéiser » de vagues variables culturelles. Plus profondément, il tient à sa complète incapacité à comprendre que l'enjeu essentiel du processus de développement dans le Tiers-Monde réside dans sa fonction de légitimation du pouvoir politique, dans son incapacité, donc, à être une économie véritablement politique. Ah, si seulement, nous dit Guy Sorman (dans « La Nouvelle Richesse des Nations »), si seulement les États du Tiers-Monde laissaient fonctionner librement le marché ! Et il est vrai que Sorman est souvent convaincant, car, assurément, si le marché fonctionnait mieux, il fonctionnerait mieux ! Mais c'est supposer le problème résolu. Supposer établie la légitimité d'États-nations en gestation et déstructurés avant même que de naître, tant par leurs origines coloniales ou néocoloniales, que par leur dépendance croissante vis-à-vis de l'économie mondiale. Le consensus est presque général désormais en Europe sur l'idée que le développement du marché est la condition sine qua non de la démocratie, sur l'idée, par conséquent, que c'est l'économie qui détermine la politique. Et si l'inverse était vrai ? Alors, ce serait plutôt encourageant. Plutôt que de produire des modèles de développement tous plus impraticables les uns que les autres, – tant il est vrai que les acteurs sociaux ne se laissent pas aisément contraindre à être spontanément mercantiles ou fanatiques des normes de planification – mieux vaudrait peut-être inverser le questionnement et s'interroger sur la possibilité d'un développement de la démocratie qui soit à elle-même sa propre fin, à la fois condition et finalité de tout processus de mutation économique ? Perspective qui n'a de sens, il est vrai, que si l'on peut montrer que la démocratie est un état vers lequel tend toute société et qu'elle n'est nullement la propriété exclusive de la tradition européenne⁵.

5 Cf., en ce sens, le volumineux « *Démocraties* », de J. BAECHLER, Calmann Lévy. Sur la base d'une axiomatique utilitariste, J. Baechler établit des propositions qui nous semblent essentielles pour une réflexion anti-utilitariste...

Que toutes ces réflexions et analyses restent lourdement grevées d'incertitudes extrêmes, c'est là une évidence. Plus que d'autres encore, peut-être, ce numéro du Bulletin est celui du doute. Il n'y a pas lieu d'en rougir. L'objet « Tiers-Monde », pour différentes raisons, est devenu à peu près impensable aujourd'hui. Thierry PAQUOT, responsable, aux Éditions La Découverte, d'un « État du Tiers-Monde », en témoigne, qui nous fait part des difficultés qu'a rencontrées la confection de cet ouvrage. En tout état de cause mieux valent le doute et l'incertitude assumés, que le trop plein d'assurance de ceux qui croient encore qu'il suffit d'en finir avec l'impérialisme ou d'assurer le libre développement du marché pour en finir avec tous les maux qui affectent l'humanité souffrante.

Dans un tout autre ordre d'idées, en apparence, c'est une interrogation similaire à celles qui précèdent que développe Alain CAILLÉ dans la suite de son texte consacré à l'œuvre de P. Bourdieu, en tentant de mettre en lumière les difficultés de p. Bourdieu à penser la question de la légitimité autrement qu'en termes economicistes et à s'affranchir de la confusion entre les notions de légitimité, estime de soi, valeur des personnes et valeur des choses. Jacques GOUBOUT, sociologue canadien, auteur notamment de « La démocratie des usagers »⁶, inspiré par les critiques adressées à Bourdieu dans le numéro 22 et plus particulièrement stimulé par les analyses « paradoxales » que, dans le même numéro, Mark Anspach donnait des « raisons du gratuit », nous livre, dans une lettre adressée au MAUSS, quelques réflexions de « bon sens », dont la simplicité même met clairement en relief l'irrecevabilité d'une axiomatique utilitariste généralisée et ouvre la voie à une discussion sereine, concrète et sensée de l'exacte portée de cette axiomatique. Si, comme ne peut que l'affirmer l'utilitarisme, les sauvages sont soit des sujets irrationnels, soit (non disjonctif) des hypocrites, alors nous sommes tous et nécessairement des primitifs.

Ce numéro s'achève par plusieurs notes de lecture d'ouvrages consacrés au problème du développement. Nous donnons, *in fine*, le programme définitif du séminaire CREA/MAUSS. Par rapport à ce qui était annoncé dans le numéro 23, on notera la permutation entre les séances du p)/02 et du 06/05.

Alain Caillé

6 Éditions Boréal, Québec. Nous avons consacré une note de lecture à ce livre dans le précédent numéro du Bulletin.